

ACCUEILLIR LES REFUGIES EN EUROPE : UNE NECESSITE MORALE ET POLITIQUE URGENTE

Il faut sauver et accueillir les réfugiés du Moyen-Orient !

Depuis des années, les migrants du Sud de la Méditerranée fuyant la misère, la guerre et la répression se noient en mer ou se fracassent contre les grillages. Quand ils réussissent à traverser, après avoir été rançonnés par des filières de trafiquants, ils sont refoulés, incarcérés ou rejetés dans la clandestinité par des Etats qui les désignent comme des " dangers " et comme des " ennemis ". Et pourtant, courageusement, ils s'obstinent et s'entraident pour sauver leurs vies et retrouver un avenir.

Il s'agit d'une grande catastrophe humanitaire. Elle nous place devant une responsabilité historique à laquelle il n'y a pas d'échappatoire.

L'incapacité où sont les gouvernements de tous nos pays de mettre fin aux causes de l'exode (quand ils ne contribuent pas à les aggraver) ne les exonère pas du devoir de secourir et d'accueillir les réfugiés en respectant leurs droits fondamentaux, qui sont inscrits avec le droit d'asile dans les déclarations et les conventions fondant le droit international.

A quelques exceptions près cependant - l'initiative exemplaire de l'Allemagne - qui n'a toujours pas été suspendue à ce jour - d'ouvrir ses portes aux réfugiés syriens ; l'effort gigantesque de la Grèce pour sauver, accueillir et convoier les milliers de rescapés qui chaque jour accostent sur ses rives, alors que son économie a été plongée dans une austérité dévastatrice ; la bonne volonté démontrée du Portugal pour recueillir une part des réfugiés stationnant en Grèce - les gouvernements européens se sont refusés à prendre la mesure de la situation, à l'expliquer à leurs opinions publiques et à organiser la solidarité en dépassant les égoïsmes nationaux. Au contraire, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, ils ont rejeté le plan minimal de répartition des réfugiés élaboré par la Commission, ou se sont employés à le saboter. Pire, ils se sont engagés dans la répression, la stigmatisation,

Mais depuis que les guerres du Moyen-Orient et surtout de Syrie ont pris les proportions d'un massacre de masse sans fin prévisible, la situation a changé de dimension. Prises en otage entre les belligérants, bombardées, affamées, terrorisées, des populations entières sont jetées dans un exode périlleux qui, au prix de milliers de morts supplémentaires, précipite hommes, femmes et enfants vers les pays voisins et vient frapper aux portes de l'Europe.

la brutalisation des réfugiés et des migrants en général. La situation de la " jungle " de Calais, suivie maintenant de son démantèlement par la force, au mépris de la lettre et de l'esprit d'une décision de justice, en est une illustration scandaleuse, mais non la seule.

Par contraste, ce sont les simples citoyens d'Europe et d'ailleurs : pêcheurs et habitants de Lampedusa et de Lesbos, militants des associations de secours aux réfugiés et des réseaux de soutien aux migrants, foyers d'hébergement laïques ou religieux, relayés par des artistes et des intellectuels, qui ont sauvé l'honneur et montré la voie d'une solution. Ils se heurtent cependant à l'insuffisance des moyens, à l'hostilité parfois violente des pouvoirs publics, et doivent faire face, comme les réfugiés et les migrants eux-mêmes, au développement rapide d'un front européen de la xénophobie, allant d'organisations violentes, ouvertement racistes ou néo-fascistes, jusqu'à des leaders politiques " respectables " et des gouvernements de plus en plus gagnés par l'autoritarisme, le nationalisme et la démagogie. Deux Europes totalement incompatibles sont ainsi face à face, entre lesquelles il faut désormais choisir.

Cette tendance xénophobe à la fois meurtrière pour les étrangers et ruineuse pour l'avenir du continent européen comme terre de liberté doit s'inverser immédiatement.

Alors qu'il y a dans le monde 60 millions de réfugiés, le Liban et la Jordanie en accueillent un million chacun (respectivement 20% et 12% de leurs populations), la Turquie 2 millions (3%). Le million de réfugiés arrivé en 2015 en Europe (l'une des plus riches régions du monde, en dépit de la crise) ne représentent que 0,2 % de sa population ! Non seulement les pays européens, pris ensemble, ont les moyens d'accueillir les réfugiés et de les traiter dignement, mais ils doivent le faire pour continuer à se réclamer des droits de l'homme en tant que fondement de leur constitution politique. C'est aussi leur intérêt s'ils veulent commencer à recréer, avec tous les pays de l'espace méditerranéen qui participent de la même histoire et des mêmes

héritages culturels depuis des millénaires, les conditions d'une pacification et d'une vraie sécurité collective. Et c'est la condition pour que le spectre d'une nouvelle époque de discriminations organisées et d'élimination des humains " indésirables " recule pour de bon au-delà de notre horizon. Nul ne peut dire quand et dans quelle proportion les réfugiés retourneront " chez eux ", et nul ne doit sous-estimer la difficulté du problème à résoudre, les résistances qu'il engendre, les obstacles voire les risques qu'il comporte. Mais nul ne peut ignorer non plus la volonté d'accueil des populations et la volonté d'intégration des réfugiés. Nul n'a le droit de déclarer le problème insoluble pour mieux s'y dérober.

Des mesures d'urgence de très grande ampleur s'imposent donc immédiatement.

Le devoir d'assistance aux réfugiés du Moyen Orient et d'Afrique dans le cadre d'une situation d'exception doit être proclamé et mis en œuvre par les instances dirigeantes de l'UE et relayé par tous les pays membres. Il doit être consacré par les Nations-Unies et faire l'objet d'une concertation permanente avec les Etats démocratiques de toute la région.

Des forces civiles et militaires doivent être engagées, non pour mener une guérilla maritime contre les " passeurs ", mais pour porter secours aux migrants et arrêter le scandale des noyades en mer. C'est dans ce cadre qu'il faut éventuellement réprimer les trafics et condamner les complicités dont ils bénéficient. Car c'est l'interdiction de l'accès légal qui engendre les pratiques mafieuses et non l'inverse.

Le fardeau des pays de premier accueil, et notamment la Grèce, doit être immédiatement allégé.

Leur contribution à l'intérêt commun doit être reconnue. Leur isolement doit être dénoncé et renversé en solidarité active.

La zone de libre circulation de Schengen doit être préservée, mais les accords de Dublin qui provoquent le refoulement des migrants vers le pays

d'entrée doivent être suspendus et renégociés.

L'UE doit faire pression sur les pays danubiens et balkaniques pour qu'ils rouvrent leurs frontières, et négocier avec la Turquie pour qu'elle cesse d'utiliser les réfugiés comme alibi politico-militaire et monnaie d'échange.

Dans le même temps, des moyens de transport aériens et maritimes doivent être mis en œuvre pour transférer tous les réfugiés recensés comme tels dans les pays du " Nord " de l'Europe qui peuvent objectivement les recevoir, au lieu de les laisser s'accumuler dans un petit pays qui menace de devenir un immense camp de rétention pour le compte de ses voisins.

A plus long terme, l'Europe - confrontée à l'un de ces grands défis qui changent le cours de l'histoire des peuples - doit élaborer un plan démocratiquement contrôlé d'aide aux rescapés du massacre et à ceux qui leur portent secours : non seulement des quotas d'accueil, mais des aides sociales et éducatives, des constructions de logements décentes, donc un budget spécial et des dispositions légales garantissant les droits nouveaux qui insèrent dignement et pacifiquement les populations déplacées dans les sociétés d'accueil.

Il n'y a pas d'autre alternative que celle-ci : hospitalité et droit d'asile, ou barbarie !

Mediapart, 5 mars 2016

Dans le camp d'Idomeni, " la crise est totale "

Depuis que la Macédoine a fermé sa frontière, quatorze mille réfugiés sont pris au piège dans la boue du camp grec. Sur place, seuls une poignée d'ONG leur vient en aide.

C'est une histoire de pourquoi, de quand et de peut-être. Une histoire de pluie glacée, de plastique brûlé et de boue où tout s'enlise, s'enfume, les idées, les hommes et l'Europe. Six jours de déluge ont transformé le camp de réfugiés d'Idomeni, à la frontière gréco-macédonienne, en piège de glaise. Les gens, pour moitié des familles, sont à bout. Depuis le 7 mars, pour des raisons de politique

intérieure (élections en Slovaquie, en Allemagne, en Autriche) et, pour rassurer leurs électeurs, les pays d'Europe centrale, dont la Macédoine, ont fermé unilatéralement leur frontière. En contradiction avec la position initiale de l'Union européenne, avec Schengen, avec le droit d'asile, les valeurs et les idées qui fondent l'Europe. Quatorze mille réfugiés, pour la plupart syriens et irakiens, mais

aussi pakistanais, iraniens ou afghans, s'entassent ici entre les montagnes et les plaines du nord de la Grèce. Ils ont tout quitté pour échapper aux bombes ou à la répression policière. Tous rêvaient de l'Europe et de ses droits de l'homme, en attendant de revenir dans leur pays d'origine, une fois la paix retrouvée. Tous, jour après jour, sont humiliés, piétinés par des règles qu'ils ne comprennent pas. Partout, les mêmes questions : "Pourquoi fermer la frontière de la Macédoine alors que nous voulons aller en Allemagne ?", "Quand retrouverons-nous une vie normale ?", "Peut être peut-on passer par ce trou, là-bas, dans la clôture de barbelé hérissé de rasoirs?" Hier matin, avant le lever du soleil, trois Afghans, une jeune fille âgée de 17 ans, sa sœur, enceinte, et leur cousin se sont noyés en tentant de traverser la rivière en crue de Suva Reka, qui sépare la Grèce de la Macédoine. Un millier de personnes ont aussi tenté de passer la frontière à pied, l'après-midi. Un tract avec un plan distribué la veille par des hommes masqués expliquait la roue à suivre : "Rendez-vous à midi devant le gros arbre. Cachez ou détruisez cette brochure." Dix kilomètres. Une foule en marche. Mohamed Jarosha, 23 ans, un ingénieur venu de Homs, a joué son va-tout avec sa famille, son petit frère de 1 an sur le dos. "Peut être y avait-il un moyen de passer ? J'étais devenu assez fou pour le croire." Ils ont traversé la rivière gelée, de l'eau jusqu'aux hanches, et ont passé la nuit avec la police macédonienne, trempés, le cul dans l'herbe humide, sous la pluie, sans le droit de se lever, coups de crosse de fusil aux récalcitrants ; avant d'être renvoyés à Idomeni à 6 heures du matin : "Ils ont fait un trou dans la clôture, on est passé un par un, accroupis comme des bêtes. Ils nous criaient dessus."

"Ces gens sont exténués, ils croient n'importe quelle rumeur, ils sont prêts à tout. La crise est totale", marmonne Babar Baloch, le responsable du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Idomeni, en regardant le panneau qui indique l'heure, midi, et la température, 5°C, au cœur du camp. Devant lui, une fourmilière de parkas vertes et de chaussures maculées de boue s'agite. Les gens vont et viennent à la recherche de nourriture, d'habits secs, de bois. Des vendeurs à la criée offrent bouts de citron, lunettes de vue, concombres, casseroles, briquets, cigarettes. Partout des fumées noires : les réfugiés brûlent tout ce qu'ils trouvent, bonnet, chaussure, vêtements. Le bois, rare et humide, prend mal. On entend les quintes de toux partout. L'air est puant et froid. Soudain, deux berlines déboulent. Les bottes de Kyriakos Mitsotakis, président du parti grec de droite Nouvelle Démocratie, écrasent la glaise d'Idomeni. Une visite impromptue. "Quand il sera Premier ministre, il ne viendra plus ! Les Etats ne viennent jamais ici, aujourd'hui on s'occupe de tout." Barbe blanche et gueule de marin, Antonis Rigas coordonne les activités de MSF dans le

camp depuis un an. "C'est l'une de mes pires missions avec Gaza et le Rwanda", bougonne-t-il dans le container blanc de l'ONG.

Aucun Etat, aucune institution n'a demandé à MSF de planter ses tentes à Idomeni : "On a suivi les migrants. Un million d'entre eux sont passés par ici, la voie ferrée court directement vers l'Europe..." L'ONG gère tentes, distribution quotidienne de nourriture (trente-cinq mille repas, 18 000 euros pas jour), collecte des ordures, toilettes, douches, eau potable, distribution de kits avec lampe de poche et bien sûr médicaments. Huit blouses blanches soignent les organismes usés, mal nourris, aux défenses immunitaires affaiblies. Il faut vacciner les enfants contre l'hépatite A (deux cas, risque d'épidémie), soigner les infections respiratoires dues au froid, à l'humidité, aux fumées toxiques. "Les conditions normales, ce n'est pas une population qui va et vient." Et le camp était prévu pour mille cinq cents personnes, il y en a quatorze mille... Au côté de MSF, d'autres ONG ont planté leur container : Save the children, qui s'occupe des enfants et de leur mère, Praksis, la Croix-Rouge... Pratique pour les pays européens, non ? "On est otage de notre mission, mais ce n'est pas nouveau..."

Antonis Rigas espère que dans trois mois il n'y aura plus que deux mille personnes à Idomeni, grâce au "plan de relocalisation" européen. Mais il doute un peu que celui-ci fonctionne. Ce plan, c'est le nouveau sésame brandi par l'Easo (European Asylum Support Office), l'agence de l'Union européenne responsable de la coopération entre pays membres en matière d'asile, pour juguler la crise. Son représentant, Jean-Pierre Schembri, et ses troupes tentent d'ailleurs de convaincre les réfugiés de signer l'accord de "relocalisation", devant le container de MSF. S'ils paraphent, ils seront évacués dans d'autres camps, plus petits, à Nea Kavala ou Merso ; puis répartis, dans un délai de deux mois (et si les Etats jouent le jeu...), dans un pays européen qu'ils ne choisiront pas. "Six cent cinquante personnes signent chaque jour, affirme Schembri. C'est mieux que la semaine dernière. Les gens sont méfiants et je les comprends. A nous de faire en sorte que ça marche." L'Easo espère convaincre six mille personnes par semaine.

Nouvelles berlines, nouveaux costumes, nouvelles bottes. Cette fois-ci, c'est l'Europe qui met un pied dans la boue, en la personne de Dimitris Avramópoulos, commissaire européen aux Migrations. Une nuée de caméras l'entoure : "Je suis venu ici pour délivrer un message, dire que l'UE est présente ici depuis le premier jour, qu'elle s'efforce de venir en aide à ceux qui vivent dans des conditions dramatiques." Antonis, de MSF, ploie un peu sous le poids de la pluie. Le discours est magnifique. On y parle de projet européen, de valeurs. On raconte même que "construire des barrières n'est pas une solution." On fait la publicité du système de réinstallation des demandeurs

d'asile dans toute l'UE en appelant " tous les Etats membres à prendre davantage d'engagements et à commencer à mettre ce plan en œuvre. " On exhorte les réfugiés à se méfier des passeurs, à choisir les voies officielles et on rappelle que l'UE a déjà fourni 148 millions d'euros d'aide d'urgence à la Grèce... même si à Idomeni personne ne sait vraiment en quoi cet argent s'est transformé. " En boue ? ", rigole un volontaire belge. Tiens, le commissaire souligne justement le travail des volontaires : " Partager avec des réfugiés est un signe de civilisation, de la part de simples citoyens. C'est un message important adressé à toutes les autorités du monde. " Fin. Départ en trombe.

Domage que le commissaire n'ait pas discuté avec Abdul Baset, un ingénieur en électricité de 43 ans. Abdul vient de l'université de Damas et n'est pas certain de signer. Il hésite. Il a trois filles de 4, 5 et 9 ans, sa femme est prof d'anglais. " Je n'ai plus les idées claires. Je ne fais confiance à personne. Personne ne sait rien. Moi, je m'en fous, du pays dans lequel je finis, du moment que mes filles ont une vie stable. " Le commissaire aurait pu rencontrer aussi Fatima, qui, elle, attend le retour de sa fille, hospitalisée à Thessalonique depuis une semaine pour une hépatite A. " Je n'y crois pas, à leur système ; je préfère partir avec mes enfants et ma famille toute seule en Allemagne... Vous savez si ceux d'hier sont passés? "

L'information circule mal à Idomeni. Elle aussi va et vient puis s'embourbe. Et plus on s'éloigne du centre du camp, plus on s'enfonce dans le chaos. Des centaines de tentes sont plantées sur le ballast le long des voies ferrées. Les trains les frôlent, le linge ne sèche jamais sur l'entrelacs des lignes tendues entre les igloos de toile. Chaque tente abrite des fantômes. Ici Eyad, 45 ans, qui a passé trois ans dans les prisons d'el-Assad. Tortures. Cicatrices au ventre. Il n'a pas revu sa femme et sa fille depuis quatre ans. Elles sont parties en Allemagne depuis longtemps. Là, sous un voile rose, Beida, 26 ans, prof de lettres, partie de Mossoul, ville occupée par Daech depuis 2014. Elle a vu les corps, les morts, la violence. Sa fille s'appelle Tas-

meen, " la rivière du paradis " en arabe. Elle a 2 ans et des joues comme des pamplemousses. 40% des réfugiés sont des enfants, transformés par la pluie en petits bonshommes de boue. Plus loin, il y a Nadim, 17 ans, venu avec sa famille de Konduz, en Afghanistan, pour fuir la guerre et les talibans. Ils ont tout vendu pour se payer l'exode - 10 000 dollars par personne. " Vous croyez qu'ils vont rouvrir la frontière après le conseil du 17 mars ? " Juste à côté, Junaïd, pakistanais, dont le père, policier, a déserté après avoir reçu des menaces de mort. " Ça marche pour les pakistanais, le relocalisation ? "

Où est l'Europe ? Elle vient de partir en berline. Mais des européens sont bel et bien là. Une camionnette couverte de drapeaux irlandaise gare dans les ornières. Michael, avec son accent de Dublin, a traversé le continent pour distribuer des habits. Il représente l'ONG Jacket off your back. Plus loin, dans un combi Volkswagen, des volontaires allemands, danois et néerlandais distribuent des chaussures. Venus par leurs propres moyens. Sam, 26 ans, de Bristol, travaille pour l'ONG Skipchen (qui lutte contre le gaspillage de nourriture), tend des œufs, des sandwichs. Quant à Dimitris, le régional de l'étape, il est originaire du village de Koufalia, à 30 kilomètres. Chaque jour, il fait la route avec sa voiture pleine d'habits, de nourriture. Pourquoi ? " Parce que je suis grec ! Nous connaissons les histoires de réfugiés ici : tout le monde vient de partout dans cette région. C'est dans notre ADN ! Ma grand-mère est arrivée d Bulgarie dans les années 1920. " Les Européens sont bien là où l'Europe n'est plus. Au loin, des caméras s'excitent en essaim. L'artiste dissident chinois Ai Weiwei est venu faire un tour dans ce cirque tragique. Dans le tourbillon des rumeurs, on annonce demain l'arrivée d'Agelina Jolie. Abdul Baset, de l'université de Damas, se demande pourquoi. Mohamed Jarosha demande quand. Fatima, elle, espère que l'actrice a les clés pour ouvrir la frontière. Pourquoi ? Quand ? Peut être ?

Nicolas Delesalle - Télérama, 23 mars 2016

Agenda de la solidarité avec les Migrants

- > Assemblée générale de la CIMADE le 9 avril, à 10h30, au Centre de Vie du Sanitas
 - > Assemblée générale d'Emmaüs cent pour un le 18 avril, à 18h30, salle 121 des Halles
 - > Assemblée générale de Chrétiens-Migrants le 20 avril, à 18h30, au Centre de Vie du Sanitas
- et tous les jours la " Table de Jeanne-Marie " de 10h à 15h, au 43 rue des Abeilles (Place Velpeau)

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, et des individus en lutte...

Prochain Cercle de silence : mardi 26 avril 2016